Ruralia
Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

10/11 | 2002
Varia

René BOURRIGAUD, *Paysans de Loire-Atlantique. Quinze itinéraires à travers le siècle*, Nantes, Centre d'histoire du travail, 2001, 298 p.

Édouard Lynch

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/ruralia/319
ISSN : 1777-5434

Éditeur
Association des ruralistes français

Édition imprimée
Date de publication : 20 juin 2002
ISSN : 1280-374X

Référence électronique
Édouard Lynch, « René BOURRIGAUD, *Paysans de Loire-Atlantique. Quinze itinéraires à travers le siècle*, Nantes, Centre d'histoire du travail, 2001, 298 p. », *Ruralia* [En ligne], 10/11 | 2002, mis en ligne le 22 janvier 2005, consulté le 02 mai 2019. URL : http://journals.openedition.org/ruralia/319

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Tous droits réservés

René BOURRIGAUD, Paysans de Loire-Atlantique. Quinze itinéraires à travers le siècle, *Nantes, Centre d'histoire du travail, 2001, 298 p.*

Édouard Lynch

1 L'histoire de l'agriculture au XX^e^ siècle se joue des ruptures traditionnelles de l'histoire politique, particulièrement si l'on s'intéresse à la période cruciale de la modernisation, entre 1930 et 1960. De la génération des pionniers du syndicalisme des années 1880, issus des grandes familles d'exploitants conservateurs ou des nouvelles élites républicaines, aux exploitants techniciens de la Cinquième République, le paysage économique, politique et syndical des campagnes s'est profondément bouleversé.

2 Qui sont les hommes et quelles sont les structures qui portent de telles mutations ? C'est principalement aux hommes que s'intéresse René Bourrigaud, aux exploitants et aux dirigeants agricoles de Loire-Atlantique, département qu'il fréquente, comme militant, comme expert et comme historien depuis de nombreuses années [1]. Aux hommes car l'auteur demeure hanté par l'expérience collective initiée par Jean Maitron autour du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. Instrument qui, pour les historiens des campagnes est tout à la fois une référence, par l'ampleur des renseignements collectés, mais aussi l'objet d'une grande frustration, face au peu d'égards des historiens du social à l'encontre des travailleurs des champs. Tel est le cheminement qui a conduit l'auteur à rassembler dans cet ouvrage quinze itinéraires de paysans de Loire-Atlantique. Quinze itinéraires parmi des dizaines d'autres, retenus en raison de leur représentativité dans le processus d'émancipation et de modernisation de l'agriculture. Une émancipation visible à travers l'émergence de nouvelles catégories sociales, petits exploitants, fermiers ou métayers, qui accèdent à la direction d'organisations régionales et se lancent souvent dans la carrière politique. Une modernisation facilitée par la mise en place de nouvelles

structures, comme les coopératives ou les organismes de protection sociale telles les mutuelles ou les associations de familles rurales.

3 L'ouvrage s'organise classiquement autour des trois grandes étapes de la révolution syndicale. La période des pionniers, celle des organisateurs et celle des révolutionnaires. Les années 1930 sont des années d'effervescence pour les organisations syndicales, dans le contexte très agité de la crise et l'effondrement des prix agricoles. La nouveauté est la prise en main des sections locales par de petits exploitants, qui donnent aux syndicats locaux une orientation plus active et revendicative. En Loire-Atlantique, ce processus s'inscrit dans le renouvellement des structures du syndicalisme agricole, notamment du Syndicat central des agriculteurs, dont les nouvelles générations contestent le fonctionnement centralisé et l'activité trop " boutiquière ". Une Union des syndicats agricoles de Loire-Inférieure, appuyée sur le journal *La terre nantaise*, se développe à partir de la fin des années 1920. Mais l'irruption du dorgérisme complique la situation dans la mesure où, d'abord soutenu par les notables, il est progressivement marginalisé à partir de 1937, tout en séduisant plusieurs responsables locaux comme Pierre Eluère. Derrière ces mouvements complexes se dissimule une question clé, celle de l'émergence du syndicalisme comme une force politique, même si tous ses promoteurs s'en défendent. Un mouvement d'unification s'amorce dans les derniers mois de la Troisième République, une unification à laquelle la Corporation donnera une armature légale. En Loire-Atlantique, comme dans d'autres départements dominés par le conservatisme, la Corporation n'est nullement une rupture dans la structuration d'un syndicalisme hégémonique.

4 Bien au contraire, elle valide une large part de l'évolution antérieure, en donnant un poids important aux petits exploitants dans l'organisation, qui restent néanmoins sous le contrôle des grands notables. La désignation des responsables départementaux n'en témoigne pas moins de la persistance des tensions entre les deux anciennes organisations. L'impossible mise en place de la CGA dans le département au moment de la Libération est un autre indice de la mainmise conservatrice, en dépit de l'existence d'un étroit noyau de paysans progressistes, tel Jean Martinaud ou d'Auguste Viaud, qui seront rapidement écartés des postes de responsabilité au profit des anciens dirigeants, Henri Robichon et Albert Boucher.

5 Ce dernier est incontestablement la figure centrale du mouvement syndical agricole du département, dernier syndic de la Corporation en 1944 et élu dans la foulée président de la FDSEA en 1946, poste qu'il occupe jusqu'en 1959, date à laquelle il est élu sénateur indépendant et paysan. Il préside depuis 1952 la Chambre d'agriculture. Clairement marqué à droite, nostalgique du maréchalisme terrien, il s'engage dans la campagne d'Action civique initiée au plan national par René Blondelle, visant à peser sur les élections législatives. Localement, cela se traduit par un soutien sans faille aux candidats RPF et indépendants, contre les candidats MRP, attitude qui provoque les premières césures dans l'organisation professionnelle, avec le départ des hommes de gauche. La fiction de l'unité paysanne, célébrée depuis l'époque de la Corporation éclate au grand jour.

6 La juxtaposition des itinéraires souligne le rôle prépondérant de la Jeunesse agricole catholique (JAC) dans la formation et la promotion de ces nouvelles élites agricoles. Joseph Chevalier, le fondateur du CDJA, Henri Couronné, directeur de la Mutualité sociale agricole, Raphaël Rialland, successeur de Boucher à la tête de la FDSEA et de la Chambre d'agriculture, Bernard Lambert, Pierre Pineau, Anne-Marie Chon ou Bernard Thareau,

sont tous passés par la JAC. Un creuset dont le rôle est d'autant plus important qu'il ne présume pas des engagements ultérieurs, et notamment de la radicalisation d'une partie du mouvement agricole à partir de 1960.

7 La troisième génération des militants paysans, qui se manifeste à partir de la fin des années 1950, s'inscrit bien davantage dans une optique de rupture. La stratégie revendicative de la FNSEA, organisée autour de la défense des prix agricoles, est remise en cause par les partisans d'une modernisation accélérée des structures, qui raisonnent désormais en terme de rentabilité et de modernisation. Une position relayée au niveau national par le CNJA, qui rencontre un écho favorable auprès des nouvelles équipes agricoles gaulliennes. Certes, sur le terrain, les jeunes militants promus autour de Raphaël Rialland participent aux luttes virulentes de 1960-1962 en faveur du retour à l'indexation, mais le discours a profondément changé. La preuve en est le rapprochement avec les organisations ouvrières régionales, dans les manifestations, et l'affirmation de la solidarité entre ouvriers et paysans, entre travailleurs des villes et des campagnes, une thématique en contradiction totale avec l'idéologie traditionnelle du syndicalisme conservateur. Cette évolution aboutit à la promotion, à la tête du département, de Bernard Lambert et de Bernard Thareau, qui vont encore accentuer la " dérive gauchiste " de l'organisation, en pointant les conséquences désastreuses de l'édification d'un capitalisme agro-alimentaire qui transforme les exploitants agricoles en salariés. C'est la thèse de la prolétarisation qui s'affirme dans le célèbre ouvrage de 1969, *Les paysans dans la lutte des classes*. Une telle orientation n'est pas représentative de l'évolution générale du syndicalisme agricole dans le département, aboutissant à la rupture de l'unité entre la FNSEA et le CNJA et au développement d'organisations concurrentes. Elle témoigne néanmoins, dans un département dominé par les conservateurs, de l'ampleur des mutations qu'a subies et qu'a initiées le mouvement syndical, et dont les répercussions se lisent dans la plupart des autres régions.

8 On l'aura aisément compris, en dépit du nécessaire choix d'un échantillon " représentatif ", ces quinze itinéraires constituent un plaidoyer réussi en faveur du souhait de l'auteur de voir se développer d'autres études de ce type à l'échelle départementale. Certes, la tâche est difficile et se heurte tout particulièrement à la question des sources. René Bourrigaud a pu s'appuyer sur la dynamique de conservation initiée par le Centre d'histoire du travail de Nantes, collectant les archives privées, la presse syndicale et des témoignages, dynamique qui vient compenser l'éparpillement des sources publiques rappelé par Vivienne Miguet dans son avant-propos. La grande hétérogénéité des biographies en témoigne et la difficulté de faire émerger les femmes en est un bon exemple. Une histoire sociale fine — mais difficile à mettre en œuvre au temps présent — apporterait une première série de correctifs. Du point de vue de la méthode, la démarche biographique suscite d'autres interrogations : elle aboutit inévitablement à la multiplication des répétitions, contribuant parfois à masquer les problématiques essentielles. Certes, l'introduction s'attache à restituer la dynamique d'ensemble, mais un travail sur une plus grande échelle nécessiterait peut-être de redéfinir des problématiques plus étroites. De surcroît, la nature même des sources conduit à une histoire des cadres, des vainqueurs, car les militants les plus humbles n'ont guère laissé de traces, moins sans doute encore que dans le monde ouvrier. Faut-il dès lors s'en tenir à une histoire du syndicalisme agricole, de ses organisations et de ses cadres, pour lesquels l'historien dispose de sources homogènes, comme la presse syndicale et les organisations légales telles les chambres d'agriculture ? Doit-on au contraire étendre l'enquête à

l'ensemble de la représentation politique et sociale de la paysannerie, sans parler de tout ce qui touche aux représentations et à l'identité paysanne, elles aussi soumises à de très fortes fluctuations durant cette période ? Il conviendrait également de prendre en compte les structures mises en place par l'État, en particulier dans le domaine de la formation professionnelle. Toutes ces questions suscitées par le travail de René Bourrigaud exigent réflexions et échanges dans la séduisante perspective du passage d'un projet individuel à un projet collectif.

NOTES

1. René BOURRIGAUD, *Le développement agricole au XIX^e^ siècle en Loire-Atlantique*, Nantes, Centre d'histoire du travail de Nantes, 1994, 496 p.

INDEX

Index chronologique : XXe siècle